

Déchets australiens chez Tredi : l'opposition s'organise

Dauphiné Libéré

ls n'en veulent pas et ils ont décidé de le faire savoir. Les deux principales associations de défense de l'environnement qui œuvrent sur le pays roussillonnais, "Vivre" et "Sauvons notre futur", opposent au traitement annoncé de déchets polluants organiques australiens sur le site de Tredi, à Salaise-sur-Sanne.

C'est la semaine dernière que Tredi, filiale du groupe écché environnement, a annoncé que la société australienne Orica, basée à Sydney, avait choisi le site nord-isérois pour traiter son stock historique d'hexachlorobenzène (HCB), un polluant organique suspecté d'être anoxigène, interdit en Europe depuis 1981, dont l'exportation, pour traitement, est réglementée par la convention de Bâle. Un chargement initial de 132 tonnes est prévu pour l'automne prochain pour un stock de 5000 tonnes produites en Australie entre 1963 et 1996, qui devrait être traité sur cinq ans.

Le feu vert n'est pas encore donné par l'administration

Préoccupées quant au transport et à l'incinération de ces déchets, les associations environnementales, à l'instar de Greenpeace qui a déjà réagi sur le dossier, estiment que l'Australie pourrait traiter le HCB par un procédé chimique. « C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ces déchets ont été refusés en Allemagne



Pour le moment, les associations attendent la décision de l'État ; à savoir s'il donnera l'autorisation à Tredi de traiter ces déchets. Photo: Le D.

ainsi qu'au Danemark » insiste Jean Pertuis, porte-parole de "Vivre". Jean-Claude Girard, président de "Sauvons notre futur" assure quant à lui qu'« il n'est pas anodin qu'un grand pays comme l'Australie refuse sur son sol l'installation d'incinérateurs ».

Toutefois, à ce jour, l'arrivée des déchets n'est pas encore officiellement actée. La direction régionale de l'environnement (Dreal), assure que le dossier fait l'objet d'un examen approfondi par le ministère de l'Environnement et du Développement durable et qu'aucune décision n'est encore prise.

Il n'empêche, les associa-

tions menacent d'ores et déjà d'engager des actions si le feu vert est donné pour le traitement du HCB australien. "Vivre" et "Sauvons notre futur", qui assurent que durant toutes ces dernières années « Tredi a fait des progrès », n'en demeurent pas moins vigilants. Ils entendent bien également gagner à leur cause les élus du territoire. Il l'avait déjà fait en 2007 pour protester contre le traitement des déchets toxiques de Côte d'Ivoire, parvenant à faire députer à Salaise la ministre de l'Environnement, Nelly Ollin. Elle avait alors prescrit un suivi environnemental global pour le Pays roussillonnais.

Georges AUBRY

Daniel Rigaud : un soutien au nom de l'économie

Les associations souhaitent donc mobiliser les élus du territoire autour du dossier des déchets australiens. « L'objectif est de faire remonter ce projet inacceptable jusqu'à la ministre de l'Environnement » insistent les représentants des associations.

D'ores et déjà, ils ont ralié à leur cause le conseiller général Daniel Rigaud (Front de gauche), également président du syndicat d'aménagement de la zone industrielle-

portuaire (Zip) de Salaise-Sablons. La Zip porte un projet pour implanter 2000 à 3000 emplois dans les industries innovantes autour d'une charte très stricte sur le développement durable. « J'ai alerté le sous-préfet de Vienne sur ce problème. En matière d'environnement, Zip vise le pôle d'excellence et je ne peux que m'opposer au traitement de déchets tels le HCB sur un site voisin de la zone portuaire » insiste l'élu.

6